

Le logement

● (1700)

M. Tousignant: Madame le Président, le député a dit que le salaire d'un député est de \$48,000. Je ne tiens pas à ce qu'il induise les gens en erreur. Quiconque travaille de 15 à 16 heures par jour, sept jours par semaines, peut toucher pareil salaire n'importe où au Canada.

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Madame le Président, je prends la parole dans ce débat sur le bill C-89, visant à apporter certains amendements à la loi nationale sur l'habitation, car je trouve que c'est là l'une des plus importantes mesures législatives à être proposée au Parlement depuis quelque temps.

Le Canada subit à l'heure actuelle une très grave crise du logement. En tant que députés, nous sommes en droit d'attendre que le gouvernement propose des solutions sérieuses et raisonnables à cette crise, mais je regrette d'avoir à dire que le bill C-89 ne répond absolument pas aux attentes de mes électeurs de la municipalité de Burnaby, ni d'ailleurs des Canadiens en général. Si je dis cela, ce n'est pas seulement compte tenu de la disposition concernant le logement locatif et garantissant que les Canadiens aient suffisamment d'argent pour se payer un logement adéquat, mais aussi, comme l'a dit le député de Vancouver Quadra (M. Clarke), du point de vue de la création d'emplois. Je veux dire par là les emplois que des milliers de Canadiens obtiendraient si le gouvernement se décidait vraiment à régler la crise qui secoue le Canada.

Certains peuvent se demander sur quoi je me fonde pour parler de crise. Ces derniers mois, monsieur l'Orateur, j'ai prêté une oreille attentive aux habitants de Burnaby. En réponse à un questionnaire que j'ai fait distribuer en même temps qu'une circulaire, 700 électeurs m'ont fait savoir de quelle façon ils avaient à souffrir des politiques libérales en matière de logement. Un grand nombre d'électeurs m'ont également écrit pour m'informer de leurs préoccupations au sujet de la situation du logement dans Burnaby et en Colombie-Britannique en général. J'ai reçu des appels téléphoniques et bien des gens se sont présentés au bureau de ma circonscription pour m'expliquer, non pas de manière alarmiste, mais souvent avec tristesse et désespoir, sans aucune foi en l'avenir, quels étaient pour eux les effets de la crise du logement.

Il s'agit parfois de plusieurs générations. Les enfants de mes électeurs, des jeunes gens, apprennent avec stupeur qu'ils n'ont vraisemblablement aucune chance de posséder jamais leur propre maison en raison des politiques du gouvernement actuel. Leurs parents et les personnes âgées éprouvent quant à eux de graves difficultés. Il y a de longues listes de personnes âgées qui attendent un logement à prix abordable. Le gouvernement n'a pas tenu compte de ce grave problème.

Enfin, mes électeurs se sont également manifestés à l'occasion d'une grande assemblée sur le logement tenue dans une école de ma circonscription en novembre dernier. Des hommes et des femmes de tout âge et venant de tous les quartiers de Burnaby sont venus, à cette occasion, exprimer leurs inquiétudes et leur colère au sujet du refus du gouvernement d'intervenir dans un domaine qui, il faut le reconnaître, est un droit fondamental dans notre société démocratique et civilisée, c'est-à-dire le droit de posséder un logement chaud, propre et confortable qui ne coûte pas trop cher.

Comme je l'ai dit, mes électeurs s'inquiètent et ils sont en colère. Si je participe au débat sur le bill C-89, c'est pour

demander, en leur nom, au gouvernement qu'il prenne des mesures énergiques et efficaces dès maintenant, et non plus tard, afin de régler la crise du logement au Canada.

J'ai parlé du questionnaire que j'ai fait distribuer dans ma circonscription. Je ne me permettrai pas de lire toutes les réponses, ce serait trop long, mais je pense que le ministre et tous les députés doivent savoir en quoi mes électeurs et leur famille ont à souffrir de l'impuissance du gouvernement à corriger la crise du logement. Un locataire de Burnaby répond:

Ma famille et moi, nous sommes quatre, avons dû déménager plusieurs fois pour nous trouver un logement à loyer convenable. Même celui que nous occupons maintenant nous coûte très cher, nous ne parvenons pas à en trouver un meilleur marché.

Au train où vont les choses, nous ne serons jamais propriétaires de notre maison, et si les loyers augmentent encore, nous n'aurons même pas les moyens de louer...

Le propriétaire d'une maison située dans la rue Ewart à South Burnaby écrit:

Nos mensualités sont passées soudainement de \$511.10 à \$818, ce qui représente presque la moitié de mon revenu mensuel.

Il ajoute que le superflu et les améliorations à sa maison lui sont absolument interdits. Leur taux hypothécaire a sauté de 10% à 21 p. 100. Un autre propriétaire de Burnaby répond:

Ma femme et moi devons travailler pour garder notre maison, sans compter que nous en louons une partie à un ménage pour nous aider à payer l'hypothèque, tout en aidant l'autre ménage aussi...

Il est hors de question de fonder une famille, monsieur l'Orateur. Quelle sera l'incidence sociologique de la politique du gouvernement? Voici ce qu'écrit un autre locataire de Burnaby:

J'ai apparemment peu de chance de pouvoir m'acheter une maison. Je n'accepte pas que le gouvernement m'empêche d'en acheter une à cause de sa politique actuelle...

Voici ce qu'a répondu un autre locataire de Burnaby qui habite sur la promenade Forest Grove:

Je n'ai pas les moyens de louer une maison car les loyers ont terriblement augmenté en Colombie-Britannique. Nous avons déclaré faillite...

Voici ce qu'a écrit une personne habitant un appartement situé sur la promenade Saturna:

Oui, en tant que jeune indépendant, je ne peux pas envisager la possibilité de devenir propriétaire, à cause des taux d'intérêt; pourtant, j'ai des revenus confortables...

Un propriétaire de maison de la rue Portland, dans la partie sud de Burnaby, a écrit ceci:

A cause de l'attitude «je-m'en-foutiste» des grosses légumes et du gouvernement, nous serons forcés de renoncer à nos projets de retraite pour payer la banque afin de pouvoir conserver notre maison, alors que les bénéfices des banques montent en flèche...

Il s'agit là seulement d'un exemple qui donne une bonne idée des problèmes des citoyens de Burnaby, monsieur l'Orateur. Voici ce qu'écrit un autre locataire:

Mon loyer représente environ 60 p. 100 de mes revenus globaux; par conséquent, je dois réduire mes dépenses au niveau des biens de première nécessité et des loisirs...

L'auteur de cette lettre ajoute que son régime alimentaire a dû être modifié à cause de la politique de logement du gouvernement.

Voilà les répercussions désastreuses de l'absence de politique de logement globale et humaine. Non seulement, il faut payer des taux d'intérêt exorbitants, mais il est pratiquement impossible de trouver une maison à un prix abordable.

J'ai quelques coupures de numéros récents du *Sun* de Vancouver et du *Province* de Vancouver. On y annonce une maison destinée tout particulièrement aux bricoleurs pour \$125,000.